

La vie est belle ?

L'Italie, régime pré-autoritaire

Roberto Degrassi, Genève
Philosophe et théologien

Depuis la fin des années quatre-vingt, l'Italie a commencé à se transformer en un pays bâti sur un système politique de plus en plus démagogique, agressif et intolérant. L'autoritarisme s'est renforcé au fur et à mesure que le pays s'est éloigné de la légalité. La situation politique italienne et l'actuel gouvernement de la péninsule sont des réalités souvent incompréhensibles et donc inquiétantes pour les Européens, probablement parce qu'elles contiennent des éléments à la fois archaïques et postmodernes.

Le processus de renforcement du totalitarisme en Italie, s'est déroulé parallèlement à l'effondrement des régimes socialistes en Europe de l'Est, suivi en Italie par l'effacement du Parti démocrate-chrétien majoritaire, par la réforme du Parti communiste italien, ainsi que par la montée en puissance et l'entrée au gouvernement (de 1983 à 1987) des réformistes de Bettino Craxi, désormais débarrassés de leur origine socialiste. Entre 1992 et 1993, ces derniers ont été rayés de la scène politique suite au scandale sur le financement illégitime du parti, sanctionné par l'enquête judiciaire qui s'ensuivit. Le parti de l'actuel Premier ministre¹ Silvio Berlusconi est issu justement de ce milieu, qu'il a constamment défendu.

Or, en regard de ces transformations et d'une telle situation, il faut considérer que, dans une démocratie, aucune société ne peut se considérer purement victime de ceux qui la gouvernent, sans reconnaître à la fois sa complicité avec les exécutifs qu'elle a votés. Autrement dit, en politique, aucune violence ni manipulation n'est possible sans le consentement d'une partie importante de la société concernée. On peut donc légitimement se demander comment tout cela a pu se passer dans un pays dont la tradition latine a contribué à forger très profondément les catégories culturelles et civiles spécifiques de l'Occident.

Oligarchie démagogique

De nombreuses décisions et de nombreux comportements du Premier ministre italien et de son gouvernement incarnent la déformation et le renversement de tout contenu idéologique, libéral ou socialiste, ainsi que la négation de tout principe juridique, éthique et politique propre à une démocratie représentative et parlementaire occidentale, tels que la liberté, l'égalité et la solidarité.

En Italie, la tradition éthique et politique n'apparaît pas dépassée, mais plutôt anéantie et remplacée par quelque chose d'autre, et de différent. Une fois ôtés les contenus et les principes en question, deux choses semblent demeurer : à la surface, la forme, c'est-à-dire la représentation apparente et télévisuelle d'une politique-spectacle autant démagogique qu'amorale ; et en profondeur, la société civile et la vie politique qui sont instrumentalisées aux finalités économiques de celui qui démantèle les structures publiques de l'Etat, en le gérant comme s'il était son entreprise (l'« entreprise Italie ») et sa propriété privée.

L'actuel exécutif prétend « avoir le droit » de contrôler politiquement le pouvoir judiciaire, et donc le droit lui-même, le Premier ministre ayant été sous enquête judiciaire dans vingt-deux procès, dont trois sont en cours. Les juges italiens,

constamment accusés par *il Cavaliere* d'être « des communistes », ne peuvent plus exercer leurs fonctions de manière normale pour l'Etat ; ils travaillent, souvent de manière quasiment héroïque, *pour l'Etat, c'est-à-dire malgré le gouvernement*. Cela suffirait à démontrer la mise en œuvre d'une véritable négation de la séparation des trois pouvoirs fondamentaux de l'Etat, la première condition constitutive d'un Etat de droit, et ensuite d'une démocratie parlementaire.

Mais cela n'est pas tout ; même le pouvoir législatif du Parlement, représentant de la souveraineté populaire, est actuellement menacé par la tentative systématique de « privatiser » les activités politiques comme si elles étaient une entreprise économique. En effet, l'exécutif et ses adeptes recherchent et récompensent le consensus de certaines corporations (les fiduciaires et les spéculateurs immobiliers, par exemple), alors qu'ils punissent et démantèlent financièrement les structures publiques qui ne sont pas assez contrôlables par le pouvoir et qui sont critiquées à son égard, ou qui pourraient le devenir. C'est le cas de l'instruction, de l'université et des institutions culturelles en général, ainsi que des structures sanitaires et sociales, et même de l'administration de l'Etat, tant fiscale et judiciaire que policière.

L'avantage économique accessoire de cette politique d'intimidation et de chantage est représenté par le fait que les acteurs économiques liés au gouvernement peuvent revendre aux citoyens sous forme de prestation privée et payante les mêmes services que l'exécutif leur a déniés en tant que droits-créances ou droits sociaux : l'instruction et l'éducation, la santé, le travail et la sécurité notamment. Cette politique provoque inévitablement un retour aux intérêts et aux logiques corporatives, et donc à une conflictualité sociale croissante et manipulable par la démagogie.

Transformation des valeurs

A ces processus de transformation réductrice et de confusion entre le droit, la politique et l'économie, correspond leur *spectacularisation*, mise en œuvre par un système télévisuel personnalisé par le monopole du chef du gouvernement sur la plupart des moyens d'information, à l'exception d'une partie de la presse, expression de la partie progressiste de la société et des élites culturelles.

Les moyens d'information déforment constamment la réalité au lieu d'informer, afin d'imposer à la société les intérêts économiques d'une minorité et l'image politique (c'est-à-dire des êtres réduits à leur apparence et visibilité sociale) comme les seules valeurs et finalités pour tous : l'argent pour profiter et posséder, pour apparaître et dominer ; un égoïsme machiste et homophobe, qui convoite et exhibe les femmes comme des objets de désir et de conquête ; un nationalisme qui hait les étrangers plus qu'il aime et sert sa patrie ; un néofascisme explicite qui cache l'antisémitisme derrière un anticommunisme obsolète.

Comme l'on pouvait s'y attendre, ce processus de manipulation de la réalité est en train de rejaillir sur la partie la plus vulnérable de la société, à savoir sur les plus jeunes et les moins formés, pour lesquels *il Cavaliere* est une sorte de modèle qui réalise leurs rêves inavoués. De plus, cette manipulation bloque par la censure la formation de consciences libres, l'éducation des personnes qui en auraient le plus besoin, ainsi que le partage politique, c'est-à-dire les opérations qui constituent tout simplement la société civile. D'autre part, la « moitié consciente » de la société italienne (souvent les jeunes et la classe moyenne) ne se sent plus représentée ni garantie de manière adéquate par les politiciens, et se sent même menacée par certaines décisions de l'exécutif actuel. Cette situation a produit une sorte de fracture sociale et civile quasiment manichéenne, qui ressort à chaque élection politique et qui paralyse le pays.

Ce système est à la fois oligarchique dans sa logique socio-économique, démagogique dans sa pratique politique et monarchique dans son idéologie anticonstitutionnelle. Il a transformé l'Italie en un régime pré-autoritaire, incapable de tolérer une dialectique politique et parlementaire, et encore moins toute forme de dialogue, de critique et de dissentiment.

Le gouvernement actuel s'en défend par des attaques vouées à discréditer ses adversaires, mises en œuvre par les énormes moyens dont il dispose, outrepassant souvent toute forme de légalité et de légitimité. En août 2009, Dino Boffo, l'ancien directeur du quotidien *L'Avvenire*, qui représente la Conférence des évêques italiens, a été « accusé » d'être homosexuel par le journal de la famille Berlusconi (*Il Giornale*). Récemment Gianfranco Fini, chef de la « droite étatique » et critique envers Silvio Berlusconi, quoi que son allié politique, a été accusé de fraude immobilière par le même journal après sa sortie de l'alliance avec *il Cavaliere*. Emma Marcegaglia, présidente des industriels italiens, est actuellement la cible d'accusations personnelles par le même journal, pour avoir osé critiquer la politique économique du gouvernement, qui est effectivement soit tout simplement inexistante, soit nuisible aux intérêts économiques du pays. Par exemple, pendant les crises et les reprises de Fiat, qui reste la principale industrie italienne, l'exécutif actuel a constamment brillé par son absence ; il n'est donc pas vraiment surprenant si les industriels, les dirigeants de la Banque d'Italie et les grands entrepreneurs s'en méfient de plus en plus.

Par contre, un nombre considérable d'éléments ne semble pas troubler la sensibilité éthique très particulière des journalistes liés à l'exécutif actuel ; par exemple, la distance insuffisante du Premier ministre et de son secrétaire ministériel à l'économie vis-à-vis des pouvoirs mafieux, les nombreuses imputations de corruption et de fraude fiscale dont *il Cavaliere* fait l'objet, malgré les normes de prescription qu'il a fait voter à son usage personnel, ainsi que les relations peu platoniques qu'il a entretenues avec plusieurs filles mineures et avec des *escorts girls*. Rien de cela n'est réductible à la dimension du *gossip*, étant donné la position éminente du dirigeant d'un pays sensé représenter son esprit, contribuer à construire ses valeurs et influencer ses comportements, surtout dans le cas des jeunes.

Le retard de l'Eglise

Par ailleurs, on aurait tort d'imaginer que l'Eglise catholique a pris immédiatement une distance claire et nette par rapport à cette politique et à cette classe politique. Au début, bien au contraire, la Conférence des évêques italiens a majoritairement soutenu le centre-droit contre le gouvernement progressiste de Romano Prodi. Les raisons principales en ont été le financement de l'instruction catholique privée de la part du centre-droit et la volonté de bloquer toute possible ouverture du centre-gauche à la fécondation artificielle, aux expérimentations génétiques et embryologiques, ainsi qu'à l'euthanasie. En outre, les promesses anti-avortement et l'éternel joker de l'anti-communisme agités par la droite ne sont pas restés sans résonance chez les évêques les plus conservateurs.

Beaucoup plus tard, l'Eglise a dû se rendre compte que, si la vie n'est pas sacrée seulement au début et à la fin, et si une dignité doit être reconnue à l'être humain aussi pendant qu'il ou elle est en train de vivre son existence, alors cette dignité devrait être protégée et promue tant par les institutions religieuses que par les institutions de l'Etat. Or cette exigence n'est pas compatible avec une politique qui enlève systématiquement les financements à toute institution éducative et culturelle (les écoles, les universités, les bibliothèques), aux structures sociales et sanitaires,

ainsi qu'à la police et aux tribunaux. En effet, la destruction de telles institutions rend impossible d'éduquer les citoyens, de les soigner, de garantir leur sécurité et surtout de protéger leur dignité. Comme autrefois Jean Paul II, plusieurs Eglises ont dû constater que la sortie des enfers totalitaires n'était pas vraiment suffisante à garantir une entrée automatique au paradis du bien-être de tout le monde.

Cela dit, il serait faux et injuste de confondre la politique officielle du Vatican avec la vie de l'Eglise de base et des croyants italiens, car il existe en Italie depuis très longtemps une tradition catholique libérale, sociale et progressiste, et parfois même franchement proche du marxisme. Ces composantes, fréquemment ignorées par les étrangers, constituent une ressource importante et peut-être aussi une sorte de réservoir d'espoir concret pour le pays, car elles sont présentes soit dans la société civile, soit aux plus hauts niveaux de la hiérarchie. Les papes Jean XXIII et Paul VI, et surtout le concile Vatican II, ont été les expressions les plus visibles de cette présence. Dans le sillage de cette tradition se situe aussi la personnalité du cardinal Carlo M. Martini, l'ancien archevêque de Milan, qui était à l'époque un possible candidat à la succession de Jean Paul II.

Et pourtant, dans l'Eglise comme dans la société, des prélats et des mouvements existent (*Communion et libération*, par exemple) pour lesquels le domaine de la « morale » se bornerait au refus de l'avortement et de l'euthanasie, alors que les illégalités manifestes de l'exécutif actuel sur plusieurs plans relèveraient du jugement « moralisant » de la gauche.

Le sommeil de la raison n'est jamais rassurant, et souvent porteur de cauchemars. E. Berlinguer en était bien conscient, lorsqu'en 1981 il définissait ainsi l'enjeu de la question morale pour l'Italie : «La question morale existe depuis longtemps, mais désormais elle est devenue la question politique première et essentielle, parce que de la solution de cette question dépendent la reprise de la confiance dans les institutions, la gouvernabilité effective de l'Italie et la tenue du régime démocratique.»

R. D.

¹ Ou chef du gouvernement.